



## PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES COMITÉ DU CODEX SUR L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES

Quarante-neuvième session

11-15 mai 2026

### DIRECTIVES SUR L'APPLICATION DES DISPOSITIONS D'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES DANS DES SITUATIONS D'URGENCE (ÉTAPE 4)

(Préparé par le Groupe de travail électronique [GTE] présidé par les États-Unis d'Amérique)

Les membres et observateurs du Codex souhaitant soumettre des observations sur le projet de directives figurant à l'Annexe I sont invités à le faire conformément aux instructions de la lettre circulaire CL 2026/09-FL, disponible sur la page Web du Codex/Lettres circulaires: <https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/resources/circular-letters/fr/>

#### INTRODUCTION

1. À la 48<sup>e</sup> session du Comité du Codex sur l'étiquetage des aliments (CCFL48) (2024), il a été convenu d'entreprendre de nouveaux travaux sur l'application des dispositions relatives à l'étiquetage des aliments en situation d'urgence et de soumettre le document de projet pour approbation à la 47<sup>e</sup> session de la Commission du Codex Alimentarius (CAC47) (REP24/FL, annexe VI). Le CCFL48 a indiqué que l'objectif des travaux proposés était d'élaborer des orientations de haut niveau afin d'aider les pays à tenir compte des dispositions relatives à l'étiquetage des aliments en contexte de crise, lorsque cela est approprié. Les chaînes d'approvisionnement alimentaire peuvent être perturbées en raison de guerres, de pandémies ou d'autres situations d'urgence. Un appui général aux travaux proposés a été exprimé lors de la session du Comité.

2. Le Comité a également convenu qu'un groupe de travail électrique (GTE), présidé par les États-Unis et travaillant en anglais, préparerait le projet de directives pour diffusion et commentaires à l'étape 3, ainsi que pour examen lors du CCFL49.

3. Le CAC47 (2024) a approuvé ces nouveaux travaux, en notant qu'ils étaient pertinents et opportuns, puisque les membres ont récemment connu des perturbations des approvisionnements alimentaires lors de situations d'urgence, comme la pandémie de COVID-19, et que ces travaux visent à atténuer ces perturbations. Les nouveaux travaux donneront la priorité à la sécurité sanitaire des aliments en toutes circonstances, et le document de projet a été révisé lors du CCFL48 afin de mettre cet aspect en évidence. Des renvois aux textes pertinents existants pourront être intégrés dans les directives pour s'assurer que les principes du Codex Alimentarius guident la rédaction future<sup>1</sup>.

#### PARTICIPATION ET MÉTHODOLOGIE

4. Le GTE a été créé en février 2025 avec 33 membres du Codex, une organisation membre du Codex et 18 observateurs du Codex. Une liste des participants figure à l'annexe II.

5. La présidence du GTE a mené les travaux par le biais de deux consultations. La première consultation visait à recueillir des commentaires généraux sur le projet de directives et à poser plusieurs questions plus spécifiques concernant certains éléments du projet. Vingt-six réponses ont été reçues de 14 membres, une organisation membre et 11 observateurs.

6. La deuxième consultation a permis de traiter les questions soulevées dans les commentaires des membres et des observateurs lors de la première consultation, a intégré ces commentaires dans une version révisée du projet de directives et a sollicité des observations générales ainsi que des suggestions sur cette version mise à jour. Vingt-trois réponses ont été reçues de 11 membres, une organisation membre et 11 observateurs.

<sup>1</sup> REP24/CAC paragraphes 159-163

*Première consultation (avril 2025) et deuxième consultation (septembre 2025)*

7. En tenant compte des discussions lors du CCFL48, la présidence du GTE a sollicité des commentaires en avril 2025 sur le projet de directives et sur des questions visant à faire progresser les travaux du groupe de travail. Ces questions portaient sur la prévention de l'exportation de produits non sûrs en période d'urgence, notamment:

- Les critères supplémentaires permettant aux autorités compétentes de déterminer si et comment identifier une situation d'urgence pouvant justifier l'application flexible des dispositions relatives à l'étiquetage des aliments afin de maintenir un approvisionnement alimentaire sûr et adéquat.
- L'utilisation et la pertinence des exemples inclus dans le projet de directives.
- La manière et l'opportunité de traiter des aspects plus techniques, comme le remplacement d'ingrédients.
- La manière et l'opportunité de préciser les rôles et responsabilités des parties prenantes.
- Tout commentaire relatif à la prise de décision réglementaire et à la marge de manœuvre des autorités compétentes dans l'application des dispositions sur l'étiquetage des aliments en situation d'urgence.

8. La présidence du GTE a pris en compte les commentaires des membres reçus lors de la première consultation et a préparé un texte révisé distribué en septembre 2025 pour une deuxième consultation, intégrant plusieurs modifications et concepts recommandés selon le besoin.

**RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS**

*Première consultation:* Les réponses de la première consultation ont indiqué ce qui suit:

- Consensus général selon lequel: aucun texte supplémentaire pour prévenir la vente de produits non sûrs n'est nécessaire dans cette ligne directrice, de petites précisions pour clarifier le produit «non sûr» étaient requises, et le rôle critique de la notification au public ainsi que la manière dont les flexibilités sont représentées ont été soulignés.
- Large appui pour l'approche consistant à décrire les situations d'urgence, avec certaines précisions pour s'assurer que la description soit à la fois flexible et claire, plutôt que de mettre en place des critères supplémentaires pour déterminer les urgences ou les seuils pour l'application flexible des dispositions sur l'étiquetage.
- Pas de consensus sur la liste d'exemples. La présidence a proposé de repérer les objectifs de l'inclure tels exemples et de les intégrer de manière plus organique dans le texte afin d'éviter une liste prescriptive d'exemples et d'atténuer les préoccupations selon lesquelles une liste pourrait être confuse et interprétée comme exhaustive, comme reflété dans le texte de la deuxième consultation.
- Pas de consensus sur le remplacement d'ingrédients. Reconnaisant le point important que le remplacement d'ingrédients est plus large que les perturbations de la chaîne d'approvisionnement causées par des urgences et a des implications au-delà de l'étiquetage, la présidence du GTE a recommandé, après la première consultation, d'inclure uniquement une référence générale dans le texte, avec une brève clarification sur la manière dont les substitutions peuvent être communiquées.
- Un certain appui pour l'inclusion des rôles et responsabilités des parties prenantes, et certaines préoccupations selon lesquelles cela dépassait le niveau de détail fourni dans le champ d'application. La présidence du GTE a restructuré la ligne en utilisant principalement le contenu existant afin de mieux mettre en évidence des orientations de haut niveau, non prescriptives, destinées aux autorités compétentes, et d'inclure, au besoin, des références aux exploitants du secteur alimentaire, aux consommateurs et à d'autres organisations.
- De manière générale, la plupart des autorités compétentes ont estimé qu'elles disposent de l'autorité, soit explicitement indiquée, soit implicite/intégrée dans les interprétations existantes de la législation habilitante, pour appliquer les flexibilités relatives à l'étiquetage des aliments en cas d'urgence.
- Plusieurs membres du GTE ont noté que la structure de la ligne directrice pouvait être améliorée.

*Deuxième consultation:* La deuxième consultation a traité les questions soulevées par les commentaires des membres et des observateurs lors de la première consultation et la ligne directrice présentée à l'Annexe I reflète les commentaires suivants:

- **Réorganisation:** La présidence du GTE a réordonné le texte afin que la partie 3 (Considérations générales) du texte mis à jour comprenne trois sous-sections: 3.I: Examen ou autorisation d'une flexibilité; 3.II: Mise en œuvre et suivi des flexibilités autorisées; 3.III: Conclusion de la mise en œuvre

des flexibilités autorisées Cette réorganisation visait à améliorer la lisibilité, à clarifier les rôles des parties prenantes en mettant l'accent sur les directives destinées aux autorités compétentes, et à résoudre plusieurs questions rédactionnelles soulevées de manière constructive par les membres du GTE. Les membres ont largement appuyé cette réorganisation, et la ligne directrice a été affinée pour améliorer le flux et l'ordre, en se basant sur leurs commentaires. Sur la base des commentaires des membres lors de la deuxième consultation, les sections réorganisées ont été renumérotées conformément aux conventions du Codex pour plus de clarté.

- **Simplification:** La présidence du GTE a intégré plusieurs recommandations des membres pour simplifier et rationaliser le texte autant que possible, afin de refléter le point de vue généralement partagé au sein du GTE selon lequel le travail doit fournir des directives générales et non techniques, et pour améliorer la clarté du texte.
- **Demande de plus de détails:** Un membre a demandé des critères et des orientations plus détaillés dans le cadre de ces travaux. La présidence du GTE reconnaît cette demande, mais reste prudente pour ne pas ajouter plus de détails que nécessaire afin de maintenir l'harmonisation avec le champ d'application défini comme directives générales et non techniques.
- **Changement de titre:** Un membre a recommandé de modifier le titre de la ligne directrice en remplaçant le terme «dispositions» par «flexibilités». Cependant, le travail tel qu'approuvé initialement utilisait le terme «dispositions», et la présidence estime que le titre convenu est factuel et clair, et que le concept d'application flexible est adéquatement reflété dans le champ d'application.
- **Contextes humanitaires:** Un observateur a recommandé d'inclure explicitement une référence aux contextes «humanitaires». L'observateur a précisé que cette recommandation ne visait pas l'élaboration de dispositions supplémentaires spécifiquement pour l'aide alimentaire, mais plutôt une confirmation claire que les dispositions existantes sur l'étiquetage s'appliquent aux chaînes d'approvisionnement humanitaires, qu'elles soient en situation d'urgence à court ou à long terme. La présidence du GTE a inclus une brève mention des «crises humanitaires» dans le texte mis à jour pour refléter cette recommandation.
- **Suppressions:** Un membre a recommandé de supprimer les sections portant sur les autorités pour les flexibilités, la communication des flexibilités, l'examen des flexibilités, l'évaluation des flexibilités et la référence à la traçabilité. La présidence du GTE note que ces sections ont jusqu'à présent été soutenues par tous les autres membres pour leur inclusion continue dans le projet de texte.

#### **CONCLUSION:**

9. Le GTE a rempli son mandat tel que défini par le CCFL48 et a fourni le projet de directives à l'Annexe I pour examen par le CCFL49.

#### **RECOMMANDATIONS:**

10. Le CCFL49 est invité à :
  - (i) examiner le projet de directives à l'Annexe I, en particulier pour déterminer s'il parvient à un équilibre approprié entre un niveau général et non prescriptif, tout en fournissant des principes directeurs que les autorités compétentes peuvent prendre en compte pour l'application des dispositions relatives à l'étiquetage des aliments en situation d'urgence;
  - (ii) évaluer si le texte est prêt à progresser dans le processus d'étapes du Codex.

## ANNEXE I

**PROJET DE DIRECTIVES SUR L'APPLICATION DES DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉTIQUETAGE DES ALIMENTS EN SITUATION D'URGENCE****1. But**

Ces directives visent à fournir des orientations sous forme de principes et de critères généraux de décision pour examiner et appliquer de manière flexible les exigences en matière d'étiquetage des aliments lors d'urgences entraînant des perturbations importantes des chaînes d'approvisionnement. Elles visent également à garantir que les flexibilités en matière d'étiquetage mises en œuvre par les autorités compétentes dans ces situations soient temporaires, justifiées, proportionnées et fondées sur l'évaluation des risques, afin d'assurer la sécurité sanitaire des aliments et des pratiques commerciales équitables dans des contextes incertains.

**2. Champ d'application**

2.1. Ces directives s'appliquent à l'application flexible d'une ou plusieurs exigences en matière d'étiquetage des aliments par les autorités compétentes lors d'urgences, afin de maintenir un approvisionnement alimentaire sûr et adéquat, sans induire le consommateur en erreur ni compromettre la sécurité sanitaire des aliments (ci-après appelées «flexibilités»).

2.1.2. Aux fins de ces directives, une urgence désigne un événement exceptionnel et temporaire entraînant une perturbation importante, totale ou partielle, de la chaîne d'approvisionnement alimentaire internationale, régionale, nationale ou locale. Les urgences et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement ou les pénuries alimentaires qui en résultent peuvent survenir dans des situations telles que des pandémies humaines, des éclosions des maladies animales, des catastrophes naturelles ou environnementales, des interruptions d'infrastructures critiques, des conflits et crises humanitaires, des sécheresses ou d'autres scénarios similaires.

2.1.3. Aux fins de ces directives, ces flexibilités désignent un accord permettant, dans le cadre d'une urgence, une non-conformité spécifique, approuvée et fondée sur l'évaluation des risques, à certaines dispositions d'étiquetage, dans la mesure et pour les périodes strictement nécessaires pour assurer un approvisionnement alimentaire sûr et adéquat, sans compromettre la sécurité alimentaire, selon la détermination des autorités compétentes. Les flexibilités peuvent inclure des mesures telles que des modifications des formats d'étiquetage, l'étiquetage de substitutions d'ingrédients qui ne compromettent pas la sécurité sanitaire des aliments, la gestion des stocks existants d'étiquetage, ou des exigences linguistiques pour les éléments d'étiquetage qui ne présentent pas de risque pour la sécurité sanitaire des aliments, ainsi que d'autres flexibilités déterminées par les autorités compétentes.

2.2. Ces directives s'appliquent tant aux aliments préemballés qu'aux contenants alimentaires non destinés à la vente au détail.

2.3. Elles visent à faciliter la proposition, l'examen, la mise en œuvre, le suivi et la conclusion des flexibilités pendant et après les situations d'urgence.

2.4. Elles s'appliquent au commerce intérieur comme à l'exportation, sous réserve de l'accord du pays importateur.

**3. Considérations générales**

Lors d'une situation d'urgence, lorsqu'une autorité compétente prend connaissance d'un besoin ou d'une proposition de flexibilité, les directives suivantes s'appliquent. Ces directives visent à faciliter la proposition, l'examen, la mise en œuvre, le suivi et la conclusion des flexibilités pendant et après les situations d'urgence. Examen ou autorisation d'une flexibilité

Lorsqu'elles examinent ou autorisent une flexibilité proposée pendant une urgence, les autorités compétentes devraient:

3.1.1. S'assurer qu'elles disposent de l'autorité suffisante pour accorder des flexibilités en situation d'urgence;

3.1.2. Communiquer clairement à toutes les parties prenantes concernées une approche fondée sur les risques pour l'examen ou l'autorisation des demandes de flexibilités en matière d'étiquetage des aliments pendant une urgence, en tenant compte des responsabilités des parties prenantes, des procédures à suivre et de la communication avec le public;

3.1.3. Veiller à ce que la flexibilité proposée ne compromette pas la sécurité sanitaire des aliments (par exemple, instructions de sécurité à suivre) et ne présente pas de risques pour la santé, tels que des aliments ou ingrédients connus pour provoquer des hypersensibilités, ou non couverts par un étiquetage précis (par exemple, allergènes et gluten), et que la flexibilité proposée ne soit pas utilisée pour introduire un aliment ou

un ingrédient non approuvé ou dangereux;

- 3.1.4. Vérifier que la flexibilité proposée contribue de manière significative à atténuer les effets de l'urgence sur la disponibilité d'un approvisionnement alimentaire sûr et adéquat dans le pays ou la région où l'aliment est commercialisé, et que les dispositions existantes en matière d'étiquetage, bien qu'efficaces en conditions normales, compromettent ou affectent de manière significative la disponibilité d'un approvisionnement alimentaire sûr et adéquat;
- 3.1.5. Fonder l'examen de la flexibilité proposée sur une évaluation des risques pour la sécurité sanitaire des aliments et la santé des consommateurs liés à sa mise en œuvre par rapport à l'urgence, en utilisant tous les renseignements pertinents disponibles, en évaluant les alternatives possibles à la flexibilité proposée et en confirmant que la flexibilité ne confère pas d'avantage concurrentiel indu à une ou plusieurs entreprises du secteur alimentaire par rapport aux autres;
- 3.1.6. Veiller à ce que les dossiers relatifs à la flexibilité proposée soient conservés selon les besoins;
- 3.1.7. Confirmer auprès de toutes les parties prenantes concernées la durée prévue de la nécessité de la flexibilité proposée, en s'assurant que la flexibilité ne soit effective que pendant la période où les impacts négatifs significatifs de l'urgence sont ressentis, et que la flexibilité soit proportionnée pour répondre aux incidences négatives importantes résultant de l'urgence.
- 3.1.8. Lors de l'examen des flexibilités proposées pour différents produits, chercher à adopter une approche cohérente dans l'application des flexibilités, en se fondant sur les incidences de l'urgence sur la disponibilité d'un approvisionnement alimentaire sûr et adéquat.
- 3.1.9. Envisager, lorsque cela est possible, d'utiliser des approches basées sur la technologie (CXG 105-2024, Directives sur l'utilisation de la technologie pour fournir des informations alimentaires dans l'étiquetage des aliments) afin d'améliorer la disponibilité de l'information alimentaire pour toutes les parties prenantes appropriées (c'est-à-dire les exploitants du secteur alimentaire, les pays, les consommateurs et les autorités compétentes).
- 3.1.10. Veiller à ce que la flexibilité proposée ne compromette pas le respect des sections 3.1 et 3.2 de la *Norme générale sur l'étiquetage des aliments préemballés* (CXS 1-1985).

#### **4. Mise en œuvre et suivi des flexibilités autorisées**

- 4.1. Lorsqu'une entreprise du secteur alimentaire (ESA) met en œuvre une flexibilité autorisée pendant une urgence, les autorités compétentes devraient:
  - 4.1.1. Consulter les pays vers lesquels les produits faisant l'objet de la flexibilité pourraient être exportés afin de s'assurer de l'accord du pays importateur avant d'expédier ces produits;
  - 4.1.2. Suivre la mise en œuvre de la flexibilité, en s'appuyant sur les dossiers tenus par l'exploitant du secteur alimentaire et par l'autorité compétente, destinés à documenter la mise en œuvre de la flexibilité<sup>2</sup> et, dans la mesure du possible, à permettre la traçabilité dans le contexte de l'urgence;
  - 4.1.3. Aviser, aussi rapidement que possible et par tous moyens efficaces, de la flexibilité autorisée, y compris de l'usage éventuel de technologies, les entreprises du secteur alimentaire (ESA), les pays et le public, en s'appuyant sur des canaux internationaux tels que le Réseau international des autorités de sécurité sanitaire des aliments (INFOSAN) et d'autres instances internationales pertinentes, selon le cas.

#### **5. Conclusion de la mise en œuvre des flexibilités autorisées**

- 5.1. Lorsqu'une flexibilité autorisée arrive à son terme, les autorités compétentes devraient:
  - 5.1.1. Informer les ESA, les pays et le public que les flexibilités limitées dans le temps offertes pendant l'urgence ne sont plus en vigueur;
  - 5.1.2. S'assurer que l'ESA met fin à la flexibilité conformément à la détermination de l'autorité compétente, en tenant également compte des produits fabriqués pendant l'urgence qui restent disponibles à la vente après la fin de l'urgence (c'est-à-dire les stocks);
  - 5.1.3. Évaluer les résultats de toute flexibilité appliquée pendant la période d'urgence et, le cas échéant, adapter les plans d'urgence pertinents du pays afin de renforcer la résilience lors de futures urgences.

---

<sup>2</sup> Voir les *Principes applicables à la traçabilité/ au traçage des produits en tant qu'outil d'un système d'inspection et de certification des denrées alimentaires* (CXG 60-2006).

## ANNEXE II

## LISTE DE PARTICIPANTS

## PRÉSIDENTE

États-Unis d'Amérique

## MEMBRES

Japon	Nouvelle-Zélande
Australie	Norvège
Brésil	Panama
Brunéi Darussalam	Pérou
Canada	Philippines
Chili	République de Corée
Chine	Russie
Colombie	Arabie Saoudite
Costa Rica	Sénégal
Égypte	Singapour
Union européenne	Espagne
Ghana	Suède
Guatemala	Suisse
Inde	Tanzanie
Indonésie	Thaïlande
Iran	Royaume-Uni
Malaisie	Uruguay

## OBSERVATEURS

Alianza Latinoamericana de Asociaciones de la Industria de Alimentos y Bebidas	International Council of Beverages Associations
European Federation of Allergy and Airways Diseases Patients' Associations	International Council of Grocery Manufacturers Associations
European Federation of the Associations of Dietitians	International Chewing Gum Association
ENCA	International Dairy Federation
Food Industry Asia	International Special Dietary Foods Industries
Food Drink Europe	World Federation of Public Health Associations
Réseau international d'action pour l'alimentation infantile	Association of European Coeliac Societies
International Confectionery Association	Programme alimentaire mondial
	Organisation mondiale de la Santé